

Lettre ouverte aux candidat(e)s girondin(e)s aux élections cantonales

Projets de Lignes à Grande Vitesse (LGV) Tours-Bordeaux, Bordeaux-Toulouse
et Bordeaux-Espagne

Madame, Monsieur,

Le 24 juin 2010 le Conseil Général de Gironde votait, en séance plénière, une intention de subvention du projet de LGV Tours-Bordeaux à hauteur de 6% de l'ensemble du financement public, cela sans en connaître le montant final exact. Cette intention a été transformée en décision, adoptée en commission permanente le 13 décembre 2010.

En juin, la plupart des conseillers généraux découvraient le protocole de financement le jour même. Beaucoup (49) n'ont pas pris la peine de dépasser leurs préjugés pour aller au-delà de la communication "officielle". D'autres (3) avaient compris les enjeux de ce dossier mais, trop dépendants du système des partis politiques, ils se sont simplement abstenus. Le vice-président chargé des finances lui-même (1), en désaccord avec le montage financier, a refusé de prendre part au vote. Enfin une minorité (7) a pris ses responsabilités en votant contre.

Tout cela en complet désaccord avec le fait que **le financement de telles infrastructures ne relève pas de la compétence du département**. Tout cela bien que **leur construction mobiliserait 71 % de fonds publics**, alors même que **le concessionnaire privé percevrait ensuite 100% des péages pendant presque 50 ans !**

Le coût pour la Gironde sera au minimum de 166 millions d'euros, soit l'équivalent du coût d'une dizaine de collèges. Pour 2011, ce sont 21 millions d'euros qui sont déjà engagés pour la LGV, soit l'équivalent du budget départemental consacré aux logements sociaux et aux maisons de retraites !

Le coût total de ces projets de LGV dans le Sud-ouest est actuellement estimé à plus de 20 milliards d'euros ! Les études qui ont étayé ces projets ont été réalisées en 2004 dans un contexte social et économique radicalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Les difficultés financières actuelles et à venir, avec les incertitudes découlant des réformes en cours, devraient pourtant amener le Conseil Général à réviser en profondeur ses priorités budgétaires.

La construction de ces LGV se ferait au détriment de l'entretien et de la modernisation du réseau existant. Toutes les études indépendantes réalisées prouvent qu'il ne sera pas utile de construire de nouvelles lignes à grande vitesse

pour répondre aux besoins, et ce jusqu'en 2050 au moins. Besoins qui, pour 93% des usagers SNCF, consistent en un trajet quotidien inférieur à 50 km. Seuls 7% des usagers utilisent régulièrement le TGV.

Pour un coût très inférieur à celui d'une nouvelle ligne, la modernisation et l'optimisation du réseau existant sont suffisantes pour garantir les besoins de mobilité des voyageurs et des marchandises, tout en permettant d'assurer la pérennité de nos espaces environnementaux.

La réalisation des LGV, Tours-Bordeaux, Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne détruirait 8000 hectares de nature et de terres agricoles et produirait des nuisances sonores sur l'équivalent d'un quart de notre département.

Les populations concernées ont très largement exprimé leur opposition à ces projets lors des différents débats publics, avec des participations hors du commun. Des référendums locaux, lors d'élections antérieures, ont d'autre part prouvé que cette question dépassait largement les clivages politiques.

La Coordination des Associations Vigilance LGV souhaiterait vivement que vous fassiez connaître votre avis à l'ensemble des habitants de notre département en ce qui concerne les points suivants :

- **Êtes vous POUR ou CONTRE la construction de nouvelles Lignes Grande Vitesse (LGV) en Gironde,**
- **Pensez-vous OUI ou NON que l'alternative que représente l'aménagement des voies existantes doive faire l'objet d'une étude préalable et complémentaire indépendante, notamment sur la liaison Bordeaux-Toulouse,**
- **Si vous êtes élu(e) quelles propositions et actions concrètes comptez-vous apporter et mener sur le sujet au sein du Conseil Général de Gironde.**

Pour la Coordination des Associations Vigilance LGV le 7 mars 2011.
coordination-asso-vigilance-LGV@orange.fr BP3 – 33720 Landiras

Cette lettre ouverte est communiquée nominativement aux candidat(e)s des cantons de La Brède, Saint Symphorien, Villandraut et Captieux. Elle fait également l'objet d'une diffusion à l'ensemble des élus de la région (maires et conseillers municipaux, conseillers généraux, députés, sénateurs et députés européens) ainsi qu'à un large panel de médias.

Les réponses ainsi que les non-réponses des candidat(e)s seront diffusées le plus largement possible.